

Les exportateurs agroalimentaires du Canada veulent que l'AECG tienne ses promesses

Ottawa, ON – 16 juillet 2019 – *Brian Innes, président de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (CAFTA) a publié aujourd'hui la déclaration suivante, alors que le Premier ministre Justin Trudeau doit rencontrer le président du Conseil européen Donald Tusk, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström pour un sommet de deux jours à Montréal pour discuter de l'AECG, du régime commercial mondial et d'autres questions.*

«Les exportateurs de produits agroalimentaires canadiens soutiennent avec enthousiasme et engagement la diversification des échanges. Nous soutenons le renforcement des relations commerciales avec les partenaires traditionnels du Canada ainsi que la négociation de nouveaux accords. Un accès élargi aux marchés se traduit par de nouvelles opportunités et de nouvelles sources de prospérité, soutenant les emplois et la croissance à travers le Canada.

« C'est pourquoi les exportateurs agroalimentaires du Canada demeurent optimistes quant à la promesse de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE). Obtenir un meilleur accès au marché de l'UE était l'un des principaux avantages de l'accord pour le Canada et nos membres restent enthousiasmés par les opportunités offertes par le marché européen.

«Les premiers résultats de l'AECG restent mitigés. Bien que certaines exportations de grains de l'Est du Canada vers l'UE aient augmenté, les exportations globales de blé dur en Italie, l'une des principales exportations de céréales du Canada vers l'UE, ont chuté de 68%, passant de 920 000 tonnes en 2016 à moins de 300 000 tonnes en 2018. Les exportations canadiennes de porc et de bœuf ont augmenté respectivement de 107% et 113% entre 2017 et 2018. Ces pourcentages de croissance sont impressionnants mais commencent à des niveaux d'exportations très bas et qui restent bien en deçà du potentiel commercial.

«Les producteurs agroalimentaires canadiens prennent également note du nombre croissant de produits agroalimentaires de l'UE importés sur le marché canadien. Les exportations de l'UE vers le Canada ont augmenté de près de 10% en 2018 par rapport à l'année précédente, portant ainsi le déficit commercial à 3,5 milliards de dollars en faveur des exportateurs de l'UE.

«Les membres de l'ACCA croient à un commerce dans les deux sens et à la réussite des deux parties dans un accord commercial. Cependant, il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire pour aider les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires à tirer pleinement parti de l'accord avec l'UE. Ces travaux incluent la reconnaissance mutuelle des systèmes de traitement de la viande et la mise au point de protocoles de vérification des pratiques de production animale, la réglementation mal alignée en matière d'intrants en production végétale, une évaluation plus prévisible et plus rapide des technologies de semences et la garantie que les exigences en matière d'étiquetage du pays d'origine ne soient pas appliquées de manière restrictive pour le commerce.

«Les conséquences de ces barrières non tarifaires sont réelles: elles excluent une partie importante des exportations agroalimentaires canadiennes du marché européen. Bien que l'AECG soit en vigueur depuis près de deux ans, l'accès commercial viable à l'UE reste difficile pour de nombreuses exportations agroalimentaires canadiennes. En fait, les statistiques d'exportation pour 2018 montrent que les importations de produits agroalimentaires de l'UE en provenance du Canada ont diminué de près de 10% depuis la mise en œuvre de l'AECG. La chute massive des exportations canadiennes de blé dur vers l'UE est le résultat de la réglementation protectionniste de l'Italie sur l'étiquetage des pays d'origine.

«Les accords de libre-échange et le commerce fondé sur des règles doivent être suivis pour tenir leurs promesses. Les exportateurs de produits agroalimentaires souffrent lorsque des mesures rendent le commerce difficile ou dénué de sens commercial.

«Heureusement, l'AECG dispose de mécanismes intégrés pour traiter les différends par le dialogue. Nous sommes heureux de constater que le premier ministre Trudeau s'entretient avec les présidents Tusk et Juncker, et que le ministre de la Diversification du commerce international fait de même avec la commissaire européenne au Commerce, au Canada cette semaine. Nous exhortons ces dirigeants à trouver des moyens d'accroître les échanges de produits agroalimentaires bénéfiques pour les deux parties et à fournir aux exportateurs agroalimentaires canadiens un accès commercialement viable au marché de l'UE, afin que les promesses de l'AECG puissent être tenues. Suite au Sommet des dirigeants de cette semaine, l'ACCA attend avec impatience que le Comité de l'AECG sur l'agriculture, établisse un plan de travail ambitieux. »

– 30 –

L'ACCA est le porte-parole des exportateurs canadiens de produits agroalimentaires et représente les 90 pour cent d'agriculteurs qui dépendent du commerce international, ainsi que les éleveurs, les producteurs, les fabricants et les exportateurs de produits agroalimentaires qui souhaitent assurer la croissance de l'économie par un meilleur accès aux marchés internationaux. Les industries représentées sont celles du bœuf, du porc, de la viande, des grains, des céréales, des légumineuses, du soya et du canola de même que celles du sucre, du malt et de la transformation des aliments. Les secteurs représentés par l'ACCA génèrent 90 pour cent des exportations de produits agroalimentaires canadiens et soutiennent plus d'un million d'emplois en milieu rural et urbain dans tout le Canada.

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :

Claire Citeau

Directrice générale

Tél.: 613-560-0500 / C: 613-266-9104

cciteau@cafta.org